

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
Subdivision Ressources minérales ENV 7

Colomiers, le 04/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MARREQUESTE Jean-Claude**

Las Segues  
31420 AURIGNAC

Références : 0696\_220726  
Code AIOT : 0003700694

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement MARREQUESTE Jean-Claude implanté Las Segues 31420 AURIGNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le service Unité des Procédures Environnementales de la préfecture de la haute-Garonne a sollicité, le 25 juillet 2022, la DREAL afin de réaliser une inspection pour vérification de la cessation d'activité déclarée par l'exploitant le 15 décembre 2021.

Le précédent rapport d'inspection, du 8 juillet 2021 (Visites d'inspection du 11/05/2021 et du 22/06/2021), constatait que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2017 n'était pas respecté puisque M. Marrequeste poursuivait l'extraction de matériaux sans autorisation administrative, mais également remblayait avec des matériaux de tous venants comprenant divers déchets.

Suites aux inspections de 2021, l'inspection avait donc proposé :

"Les faits non conformes relevés, persistants, nous conduisent à proposer à M. le préfet de faire application des dispositions des articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement et de :

- prendre une sanction administrative sous la forme d'une astreinte administrative d'un montant de 40 € par jour, applicable à partir de la notification de la décision la fixant, pour non respect des articles 1er et 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2017 ;
- engager une procédure de consignation de somme à l'encontre de M. MARREQUESTE Jean-Claude pour un montant de 503 030 € correspondant au coût de la remise en état du site imposée par l'arrêté préfectoral du 24 mars 2017, non compris le coût du transport."

Par courriel du 15 décembre 2021 en réponse au précédent rapport d'inspection du 8 juillet 2021 monsieur Marrequeste a adressé un courrier de "Confirmation de cessation d'activité".

Le 21 mars 2022, monsieur Marrequeste est convoqué à la DREAL suite à un incident sur son site d'extraction, une pelle mécanique a été enlisé dans le sol. Il a reconnu avoir enlisé la pelle

mécanique mais que cela se serait passé pendant les prises de photos pour la note de remise en état du 15 décembre 2021.

Lors de cet entretien, monsieur Marrequeste a reconnu ne pas avoir respecté les dispositions, de la mise en demeure, relatives à l'évacuation des déchets. Il a précisé également avoir accueilli des matériaux en remblaiement provenant de l'usine SIEMENS de BOUSSENS.

Par ailleurs, monsieur Marrequeste a fait l'objet, à deux reprises, d'arrêtés prescrivant entre autres des amendes administratives:

- arrêté du 10 avril 2019 par lequel le préfet de la Haute-Garonne a ordonné la suppression de l'installation d'extraction de matériaux située au lieu-dit Sauterne, dans la commune d'Aurignac, et l'a assujéti au paiement d'une amende administrative d'un montant de **1 500 euros** pour non-respect de la mise en demeure signifiée par arrêté préfectoral du 24 mars 2017 ;
- l'arrêté du 9 janvier 2020 par lequel le préfet de la Haute-Garonne a prononcé à son encontre une amende administrative d'un montant de **15 000 euros** pour non-respect de l'arrêté du 10 avril 2019 ordonnant la suppression de l'installation d'extraction de matériaux en litige.

Ces mesures administratives ont fait l'objet, de la part de monsieur Marrequeste, de recours auprès du tribunal administratif de Toulouse.

Par décision, du 5 juillet 2022, le tribunal administratif a rejeté les requêtes de M. Marrequeste, enregistrées sous les numéros 1903059 et 2002511.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARREQUESTE Jean-Claude
- Las Segues 31420 AURIGNAC
- Code AIOT : 0003700694
- Régime : Autorisation
- 

M. Marrequeste exerce une activité d'extraction de matériaux depuis des années sans autorisation administrative. Par ailleurs, il réalise le remblaiement du vide de fouille par des matériaux de tous venants comprenant divers déchets..

Le premier constat de cette activité illégale a été effectué en 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 24/03/2017, article 1	/	Consignation	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'extraction illégale de matériaux (sable) a été poursuivie après les visites d'inspections du 11/05/2021 et du 22/06/2021. Monsieur Marrequeste a continué l'extraction de matériaux malgré les propositions de suites administratives (astreinte et consignation de somme) et pénales mentionnées dans le rapport d'inspection du 8 juillet 2021.

**Le site n'a pas été remis en état les lieux conformément aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 24 mars 2017.**

Les faits non conformes relevés, persistants, nous conduisent à proposer à M. le préfet de faire application des dispositions des articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement et de prendre une sanction administrative proposée dans le rapport d'inspection du 8 juillet 2021 (procédure de consignation de somme).

## 2-4) Fiches de constats

N°1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/03/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> M. Marrequeste est mis en demeure sans délai de cesser toute extraction et toute exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'extraction illégale de matériaux (sable) a été poursuivie après les visites d'inspections du 11/05/2021 et du 22/06/2021. Monsieur Marrequeste a continué l'extraction de matériaux malgré les propositions de suites administratives (astreinte et consignation de somme) et pénales mentionnées dans le rapport d'inspection du 8 juillet 2021. Depuis juin 2021 : <ul style="list-style-type: none"><li>- un front supérieur d'extraction de sable, avec une piste d'une vingtaine de mètres de long ont été créés en limite du bois attenant ;</li><li>- un stock de sable est présent à coté d'une excavation réalisée avec une pelle mécanique ;</li><li>- une dizaine d'arbres ont été arrachés, au bois attenant, et sont présents sur le site ;</li><li>- le fond de fouille où étaient présents les déchets constatés en 2021 a été remblayé et est comblé ;</li></ul> <b>- le site n'a pas été remis en état conformément aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 24 mars 2017.</b> Le jour de l'inspection l'activité d'extraction n'est pas constatée, aucun engin n'est présent sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours